

ADMINISTRATION MUNICIPALE

SERVICES MUNICIPAUX - CAUSERIES

---

*Archives Municipales  
de Montréal*

---

Si vous vous dépos-  
sédez de ce document  
veuillez en prévenir  
sans retard  
**L'ARCHIVISTE**

If you give away this  
document, please ad-  
vise, without delay,  
the  
**ARCHIVIST**

M. Paul Dozois - 14 juin 1948

*Séances municipales*

Causerie prononcée par M. Paul Dozois,  
membre du Comité exécutif, au poste  
C K A C "Quart d'heure de Concordia", le  
lundi, 14 juin 1948.

-0-0-0-0-

LES SERVICES DE LA VILLE DE MONTREAL ET L'INDUSTRIE

Mesdames, messieurs,

Je remercie de tout cœur monsieur Bourgeois de la nouvelle occasion qu'il me fournit de m'entretenir quelques minutes avec vous. De fréquents contacts entre les responsables de l'administration municipale et les contribuables sont, à mon sens, non seulement utiles mais essentiels à la poursuite efficace de leur travail. Pour ma part, je trouve grand profit à suspendre quelque temps la routine quotidienne qui m'enveloppe dans l'administration de la ville pour réfléchir sur les données fondamentales, le sens et la direction que cette administration doit prendre. Monsieur Bourgeois m'en fournit de nouveau l'occasion, ce soir, et je lui en suis reconnaissant. Ce programme radiophonique témoigne d'ailleurs du sens civique de son organisateur. Qu'il en soit félicité!

Mesdames, messieurs, le 12 avril dernier, il était question à ce même programme, de la vocation industrielle de Montréal, c'est-à-dire de l'importance promordiale de l'industrie dans notre ville. On y démontrait, ou du moins on s'efforçait de le faire, que l'industrie est la source même de notre vie économique, que le niveau de la vie des citoyens y est subordonné, que l'élan de notre activité commerciale et même sociale en dépend dans une large mesure.

En face de cette situation, le devoir de vos administrateurs, à l'hôtel de ville, est clairement tracé: ils doivent, avant tout, faciliter dans la mesure du possible, le maintien et l'expansion de l'industrie établie à Montréal, y attirer de nouvelles industries qui seront le gage de notre prospérité commune. Sans doute, vos administrateurs doivent-ils s'occuper de bien d'autres choses. On leur reprocherait de négliger le remplacement de la lumière de votre coin de rue, le revêtement de la chaussée que les intempéries de l'hiver ont détérioré, ils doivent s'intéresser à l'établissement de parcs, terrains de jeux, des plages et même des jardins zoologiques, ils doivent étudier les possibilités de la construction d'un métro, d'un centre civique, et que d'autres choses encore! Cependant, tous ces problèmes doivent être en quelque sorte hiérarchisés car vos administrateurs travaillent dans les cadres rigides et bien déterminés d'un budget et, à cause même de ces limites, ils sont tenus d'accorder des priorités, si vous me permettez ce mot de temps de guerre, à certains problèmes. Je crois que le problème de l'industrie à Montréal doit recevoir en tout temps la priorité numéro 1 dans la hiérarchie des valeurs que vos administrateurs municipaux doivent établir: ce problème doit être placé au sommet.

Lorsqu'il s'agit, pour un industriel, de décider de la localisation de son usine, il lui faut prendre en considération de nombreux facteurs d'ordre économique, géographique, administratif et même psychologique et social. On ne voudra pas établir à Montréal une industrie qui a peu ou pas de chances de succès. Par exemple si on voulait installer à Montréal une usine de papier à journal, ce serait peut-être une erreur géographique. Il est certain que le coût du transport des matières premières sera tel que cette industrie ne pourra concurrencer efficacement celles qui sont établies à proximité des ressources forestières de notre province.

Nous allons ignorer pour le moment tous ces facteurs de localisation industrielle dont je veux simplement souligner l'existence, pour nous borner à examiner quelques-uns des avantages offerts par notre ville aux industries établies dans ses murs. Faisons ensemble une petite excursion dans les différents services municipaux, dont la coordination dépend du bureau du directeur général des services.

Passons rapidement à la porte de certains services, sans y entrer, non pas que nous en méconnaissions l'importance mais ils sont d'ordre plutôt interne, ils permettent le fonctionnement des autres services. A ce titre, ils n'intéressent pas l'industrie. Tels sont les services du contentieux, des finances, du secrétariat, des achats et magasins et quelques autres unités administratives comme la Commission du service civil, la vérification.

D'autres services municipaux sont établis en fonction de la personne humaine, l'industrie comme telle y est ignorée, et pourtant, elle y trouve son compte. Je citerai comme exemples le service de la Santé et celui du Bien-être social.

Le service de la Santé coûtera cette année à la population un million et demi de dollars. Il s'occupe spécialement du fonctionnement des districts sanitaires, de la prévention des maladies contagieuses, de l'hygiène, de l'enfance, de l'inspection des aliments et de l'inspection sanitaire. C'est un service dont on a souvent tendance à oublier l'importance en raison, je dirais, de ses résultats négatifs puisque son rôle consiste surtout à prévenir le mal. Si la maladie ne frappe pas à notre porte ou si les aliments que nous consommons ne sont pas contaminés, nous oubliions facilement que le service de la Santé, par ses mesures préventives, par ses inspections et par son travail de dépistage est responsable, en grande partie, de ce bienfait.

De même, le service du Bien-être social, qui travaille en collaboration avec les hospices, refuges, orphelinats, crèches, écoles d'industrie et de réforme, hôpitaux, etc. avec un budget de plus de quatre millions de dollars, passe souvent inaperçu aux yeux de la majorité de nos citoyens. Ces deux services publics, établis pour répondre directement aux besoins de l'homme vivant en communauté comme je le signalais tout à l'heure, accordent cependant aux industriels des avantages appréciables. Cela ne diminue en rien la portée sociale et humanitaire de ces services que d'en faire valoir les avantages économiques.

En prévenant la maladie et particulièrement les épidémies, en protégeant la santé physique des citoyens, le service de la Santé contribue à fournir à l'industrie des employés actifs et aptes à un excellent rendement. Il prévient l'absentéisme, cause de sérieux préjudices à l'industrie moderne. Les services rendus par le département du Bien-être social contribuent à assurer à la population une sécurité sociale qu'on considère essentielle au bon fonctionnement de notre vie économique. C'est un facteur psychologique qu'un industriel sérieux ne manque pas de considérer lorsqu'il s'établit à Montréal. Il sait qu'il pourra compter sur une population et une main-d'œuvre stables, satisfaites et heureuses. Ses relations industrielles en seront pour autant facilitées.

Continuons notre route et nous voici arrivés, en présence d'une autre catégorie de services municipaux. Ils sont d'un ordre plus matériel et offrent indifféremment leurs avantages tant à l'industrie qu'aux citoyens. Ce sont les Travaux publics, l'Urbanisme, la Police, les Incendies.

Le service des Travaux publics nous retient plus longtemps: l'ampleur et la diversité de ses fonctions le justifient. Nous prenons note qu'il nous coûtera cette année plus de treize millions de dollars, soit 1/5 de notre budget total.

Ce service est responsable de l'aqueduc et des égouts. On est peut-être tenté de se dire que l'eau ne devrait susciter aucun problème tant elle est abondante dans la nature. Pourtant, ce n'est pas par magie qu'une eau filtrée, purifiée et à pression convenable surgit quand vous posez le geste si simple d'ouvrir le robinet. Ce n'est pas par enchantement qu'elle disparaît ensuite dans l'égout. Cette eau a causé à des ingénieurs, des chimistes, des ouvriers de multiples soucis. Elle est cause qu'un capital de dizaines de millions de dollars est enfoui dans des systèmes de pompes, de filtres, de conduites. La marche industrielle serait-elle possible si nous en étions encore au vieux système du porteur d'eau?

Le même service des Travaux publics s'occupe de la construction et de l'entretien des voies publiques, des parcs et terrains de jeux, de l'enlèvement de la neige, des édifices municipaux, de l'enlèvement et l'incinération des ordures ménagères, etc., etc. Ce serait un trop long voyage que de nous arrêter à chaque division de ses divisions. Les personnes intéressées, et vous l'êtes toutes, pourront se procurer une magnifique brochure publiée par le département, intitulée: "Montréal et son service des travaux publics". Elle complètera avec avantage ce que cette causerie a de trop sommaire.

Le service d'Urbanisme, avec son plan directeur, ses règlements de zonage, sa division de l'inspection des bâtiments est également un grand inconnu de vos services municipaux. Une ville ne peut pas grandir au petit bonheur, au gré des événements et des circonstances. Il faut prévoir une expansion industrielle et commerciale et réservier certains districts à cette fin; conserver à d'autres quartiers leur caractère résidentiel, sinon on risque de déprécier considérablement l'évaluation foncière des immeubles actuels et futurs et de causer un désordre qui ne serait ni harmonieux ni économique. Pour votre protection, les édifices doivent être construits selon des règles de prudence et d'hygiène. Le service d'Urbanisme voit à l'observance de ces règles.

Passons enfin, à des services plus connus parce que plus apparents: ceux de la police et des incendies.

Pour surveiller l'application des lois et des règlements, pour assurer la protection des citoyens et le respect de la propriété, pour diriger la circulation dans les rues de la ville, pour répondre à une alerte toujours possible sinon probable, il vous en coûte annuellement 5 ½ millions de dollars dépensés dans un corps de police. Vous dépensez trois autres millions pour la prévention des incendies et circonscrire les dommages au cas où le sinistre frappe votre demeure. Avez-vous songé combien, sans la présence de ces deux corps publics, il vous en coûterait pour vos polices d'assurance-vol ou incendie? Avez-vous déjà songé quelle dette de reconnaissance nous devons à des hommes qui, chaque jour, risquent leur vie pour nous assurer ces services?

Ce à quoi vous pensez immédiatement quand il est question de police ou de pompiers, c'est au constable en uniforme du coin de la rue, à la voiture des pompiers que vous voyez passer à toute vitesse se frayant un chemin à grand bruit de cloches et de sirènes. Il est bon de se rappeler les services de prévention maintenus par ces départements: ils ne font pas de bruit mais ils n'en sont pas pour cela moins utiles ni moins efficaces. Pour les industriels autant que pour les autres contribuables, ces services sont indispensables.

Enfin, mesdames, messieurs, je vous dirai un mot d'un autre bureau de l'hôtel de ville: l'Office d'initiative économique. Ce dernier est organisé spécialement pour répondre à des besoins de l'industrie. Il fait valoir par une publicité bien dirigée les avantages que notre ville offre aux personnes ou compagnies désireuses de s'établir ici.

On leur procure des renseignements utiles pour leur permettre d'en arriver à des conclusions précises: le coût de la main-d'œuvre, un site avantageux, une étude du marché local et régional, le montant des taxes à payer.

Mesdames, messieurs, nous avons esquissé de façon bien schématique un tableau de nos services municipaux et nous avons vu en même temps comment ils répondent non seulement aux besoins des contribuables en général mais aussi aux besoins particuliers de l'industrie. Sans doute, ces services ne sont pas parfaits, vos administrateurs municipaux et les directeurs de ces services sont les premiers à s'en rendre compte. Ces services pourraient être améliorés en nombre et en efficacité, mais ... car il y a un mais, ils coûteraient plus cher ... Toute amélioration se traduit en pratique par l'achat de nouvel outillage, l'engagement d'employés additionnels, en somme, par une dépense d'argent. Rappelez-vous que c'est vous qui acquitez le coût de ces services, c'est vous qui paierez également le coût des améliorations. Vos administrateurs municipaux travaillent dans les limites d'un budget et ces limites, c'est vous qui les poserez.

-o-o-o-o-o-

( T R A N S L A T I O N )

Address by Councillor Paul Dozois,  
Member of the Executive Committee  
of the City of Montréal, over Station  
CKAC on "Concordia Quarter-hour" pro-  
gram, Monday, June 14th 1948.

-0-0-0-0-

MONTRÉAL'S PUBLIC SERVICES IN RELATION TO INDUSTRY

Ladies and Gentlemen,

I wish heartily to thank Mr. Bourgeois for this repeated opportunity of addressing you for a few moments. Frequent contact between the responsible administrators and the city ratepayers is, to my mind, not alone useful but essential for success. Personally, I find it very enlightening to suspend for a short while the daily routine of absorbing administrative tasks to reflect on basic considerations, to study the trends and direction which we should follow. Mr. Bourgeois gives me another occasion to do this very thing and I am truly grateful to him. This radio broadcast is also a proof of the civic spirit of its instigator and I congratulate him for it.

On April 12th last on this same program we spoke of the industrial future of Montréal, i.e., the outstanding importance of manufacturing in this city. It was shown or at least, that was our aim, that industry was at the very foundation of our economic life, that the standard of living of our citizens was dependent upon it and that the tempo of our commercial and even of our social life were controlled by it, to a great extent.

Facing this situation the duty of civic administrators is easily perceived: they must, in so far as they can, facilitate, preserve and even expand industry in this city; they should seek to attract more new plants which will be the measure of our future progress. Needless to say city administrators

have also other things to do. You blame them for failing to put in a new lamp post at your street corner; because they delay repairing a bit of pavement eroded by bad weather; you insist that they establish more parks, playgrounds, beaches, and even a Zoo; they are to delve into the proposed subway plans, a civic centre, and many more. However, all these things must be placed somewhat in an order of priority, for your administrators have to work within the four corners of the annual budget and, by reason of that restriction, they are bound to establish a sequence of progression by order of the urgency of certain problems. I hold that industry should occupy the A-1 position among priorities, it should take first place in Montréal.

When a manufacturer is establishing a plant he must take many factors into consideration, based on economic, geographical, administrative, even psychological and social considerations. No one would set up a manufacturing establishment which would have little or no chance to develop. If we wished to locate a newsprint plant in Montréal that would probably be against geographical common sense. Transportation would be so high for raw materials that such a plant could not compete with those established close to the sources of required forest products. We can let this question of factors underlying the establishment of industries pass for the time being, contenting ourselves with mentioning it briefly. We shall now deal with the advantages offered by our city to plants already in existence here. Let us make a quick visit to our public services to see how they are coordinated under the general management of the Director of Departments.

We can simply look in at the door of some departments, not because they are unimportant but because they deal with the matter-of-fact routine of administration and grease the wheels so to speak, of the other civic machinery. These do not, as such, concern industry and comprise the departments of law, finance, secretariat, purchases and stores, and other administrative branches, such as the

Civil Service Commission, the Auditor's and Assessors' offices and the Board of Revision of Realty values.

Other departments are set up to deal with the human element. Industry as such is not concerned, directly at least, but has certainly an indirect relationship with them - these are the Health and Social Welfare branches.

Public Health will cost the city this year \$1,500.000, including the maintenance of health centres, prevention of illness, hygiene, child health, food and sanitation inspections. We are prone to forget the utility of this public service because of its rather negative function, prevention as opposed to cure. If a person avoids sickness and does not run into contaminated food he is apt to forget about the Health Department and its great work performed through preventive measures, inspection services, detection of disease and its causes.

Thus it is with the Social Welfare Department which works hand in hand with homes, refuges, orphanages, industrial and reform schools, hospitals, etc., with a budget of more than \$4,000,000, and which is sometimes not even noticed by the public in general. Both these departments, created to meet the needs of people living in a social community, as I said before, are of real worth to industry. It is not to the disadvantage of these departments to point out their economic value.

By preventing illness, especially epidemics, by protecting the health of the public, the Health Department helps to furnish to industry employees who are active and fit to give good output. Absenteeism is prevented, and thus industry is preserved against great losses from this source. The Social Welfare Department creates in the minds of the people a sense of social security so much needed for the proper working of our economic set-up.

This psychological factor cannot be lost to sight when a plant is being planned for Montréal. The owner can depend on a supply of labour which will be stable, contented and happy. Industrial relations are thereby helped to a great extent.

Let us continue our itinerary and we soon reach another category of municipal services. These are of a more material order and have a different way of presenting their results to citizens and to industry. These include: Public Works, Planning, Police and Fire.

Public Works demand more of our time as the magnitude of their functions together with their diversity warrant it. This department alone will cost Montreal this year more than \$13,000,000, that is 1/5 of our total budget. Included are waterworks and sewers. We might be tempted to say that water should provide no problem because of its abundance in nature. But it is not by magic that you get filtered, purified water under suitable pressure just by opening a faucet. Nor is it by legerdemain that it disappears just as quickly down the drain. This same water has been the cause of many headaches to engineers, chemists, workmen in all kinds of trades. It represents invested capital totalling many tens of millions of dollars, hidden underground or in unfrequented places, including mains, sewers, pumps, filters, etc. Today's industrial advancement would have been impossible under the old water-bucket system.

This same department looks after construction and maintenance of roads, sidewalks, parks, playgrounds, snow removal, collection and disposal of refuse, etc. We would be too long delayed if we had to spend any time at each division of section of work. Those interested in learning more - and who is not? may procure an interesting booklet entitled "Montreal's Public Works Department". It will fill in the gaps in our tour of inspection.

The Planning Department, with its master plan, zoning regulations, building inspection, is also one of the unknowns in civic administration. Cities can no longer continue to grow in a haphazard manner, at the mercy of happenings and chance conditions. We must provide for industrial and commercial expansion and reserve certain sections for such purposes; other districts must be preserved for residences otherwise we are doomed to suffer great depreciation in property values, present and future, and cause disordered shifts which would be neither harmonious nor economical. For your own protection buildings must be safe and healthful. The Planning Department looks after these things for you.

We come now to departments which are more in the public eye - the fire and police. In order to see that law and regulations are observed, to protect life, limb and property, to direct traffic, to be ready for any call, whether probable or even only possible, we have to spend \$5,500,000 for a police corps; add another \$3,000,000 for fire prevention, extinction and restriction of eventual damages. But did you ever stop to think what you would pay for fire, casualty or burglary insurance if we did not have those two departments at your service? Do you ever consider what you owe to those two bodies of men whose lives are endangered every minute of the day for your safety?

When you hear the words "firemen" or "policemen" you think only of the "cop" in uniform at street corners or the clanging of the bells or whining of sirens on a fire-wagon or radio car. You must also think of the silent service of prevention carried on by both squads of men. Their services are as valuable for industries as well as individuals.

In closing I will just refer to another division of civic activity, the Economic, Industrial and Tourist Bureau. Its chief aim is to serve the interests of industry. By effective publicity it makes known abroad the advantages

offered by our great city to private persons or companies wishing to establish here. Information is gathered for them giving them the benefit of knowing beforehand all the elements involved before coming to a conclusion: cost of labour, advantageous sites; studies on local and regional markets; taxes, etc.

Ladies and Gentlemen, we have tried to present to you in schematic form, a brief summary of our municipal departments and we have tried to show at the same time how they meet not only the needs of the ratepayer in general but also those of industry especially. These services are not in a state of absolute perfection, we as administrators and the directors of the departments themselves are the first to admit. These departments could be brought up to a state of higher efficiency and greater numerical strength but ... and there is the rub, it would cost more money. Every improvement means the purchase of more equipment, hiring of additional employees, in a word, it means spending money, more money. You have to remember that you pay the cost of these departments and also of the improvements. Your administrators work within the limits of the budget and these limits are set by you yourselves.

-0-0-0-0-